

# LA BAISSÉ LANIEL ? UNE FUMISTERIE !

répondent  
les  
travailleurs

## LE LIBERTAIRE

Cinquante-sixième année. — N° 372  
JEUDI 10 SEPTEMBRE 1953  
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3<sup>e</sup> Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE  
ANARCHISTE

**B**AISSE Laniel, c'est le grand cri du jour savamment orchestré par la presse à gages. Baisse Pinay ou baisse Blum, c'est du pareil au même. Les travailleurs en sont revenus. La baisse, cela fait partie de l'arsenal des gouvernements pour refuser toute augmentation de salaire. La baisse n'aura pas lieu effectivement. Ce n'est pas parce qu'il y aura baisse de 5 % sur les frigidaire ou les poêles à frêle que le coût de la vie baissera, que le pouvoir d'achat sera revalorisé. D'abord parce que les prix de revient de ces marchandises sont incontrôlables chez les margoulins pas plus que chez le boucher ou l'épicier ou le cours des Halles.

La baisse est une fumisterie et ses propagandistes, des imposteurs.

Les commerçants sans exception se refusent à baisser leurs prix et l'Etat ne peut rien contre eux, pas plus que les appels démagogiques ou les affirmations erronées d'un Drugbert, qui menacent les bouchers de sanctions sans toutefois préciser ces dernières, qui sont pure fiction, n'en disconviennent pas.

La baisse est déjà mise en brèche par la hausse des cours qui s'est produite aux Halles Centrales sur les produits alimentaires de première nécessité pendant tout le courant du mois d'août.

Prétexte facile, la grève des chemins de fer, mais les transports routiers ont donné à plein, ceux-ci sont moins onéreux que les transports fer-

roviaires en tenant bien compte, qu'ils livrent à domicile, et sans double manutention. Cependant, sans chemin de fer, Paris n'a pas manqué de vivres. Spéculation criminelle, cela est incontestable et contre cela l'Etat n'a rien fait. Ne venait-il pas en cette même période de donner satisfaction aux gros exploitants viticulteurs en fixant le prix du vin à 290 fr. le degré hecto et en leur accordant une prime pour la destruction de plants de vignes afin d'éviter une récolte trop abondante et l'effondrement des cours. Il en sera de même pour le blé si demain les silos regorgeaient de cette céréale ou de toute autre. Qu'importe que le peuple crève de faim, pourvu que les affameurs subsistent, tel est le rôle de l'Etat, instrument de domination de la classe possédante.

La baisse Laniel, c'est le miroir aux alouettes d'un système qui s'effondre mais qui ne veut pas mourir.

La crise du régime est à un point culminant. L'erreur de la bourgeoisie est de la faire supporter à l'ensemble du monde du travail. La classe ouvrière vient de lui signifier qu'elle se refuse à payer les pots cassés et en simple avertissement, les dernières grèves devraient faire réfléchir les mandataires du capital. Le climat est révolutionnaire. Pas de paix sociale en régime capitaliste mais GUERRE sociale. Vers plus de bien-être, plus de liberté, les travailleurs vont de l'avant.

### LES TRAVAILLEURS CONTINUENT LEUR LUTTE

## Les Comités d'action à la base constituent l'arme de la victoire

**V**OILA déjà bientôt trois semaines que le mouvement de grève, le plus puissant qui ait eu lieu en France depuis 1936, s'est terminé brutalement, trahi par les directions syndicales et politiques. Le mouvement de grève est terminé, mais les problèmes, plus exactement le problème posé reste sans solution.

Les centrales syndicales F.O., C.F.T.C., C.G.T. n'ont pas encore osé faire le bilan de cette formidable levée ouvrière. Elles ne feront pas ce bilan. Elles se contentent d'être satisfaites, chacune pour soi. Mais c'est une satisfaction forcée, de façade. Les directions syndicales et politiques ont compris que ce mouvement avait failli balayer non seulement la bourgeoisie mais elles-mêmes. Elles ont compris, et leur peur était aussi grande pour cette raison que celle de la bourgeoisie, que cette levée de masse, que cette grève générale

avait pris des perspectives révolutionnaires.

Si depuis neuf ans les centrales syndicales, les partis politiques contrôlant la majorité de la classe ouvrière pouvaient s'estimer les gardiens vigilants d'une situation sociale uniquement déterminée par la classe dominante parce qu'ils contrôlaient, ou croyaient contrôler, pour le compte de la bourgeoisie, la seule force capable de renverser cette situation, il a bien fallu que les syndicats, les partis, se rendent à l'évidence : les travailleurs ne marchent plus, ils entendent « que ça change ».

Et c'est ainsi que ce mouvement a posé le problème des rapports entre les travailleurs et leurs organisations syndicales. L'unité du mouvement, l'action d'ensemble, le caractère de grève générale ont été le seul fait des travailleurs. A aucun moment, F.O., C.G.T., C.F.T.C. n'ont donné le mot d'ordre de grève générale, n'ont tenté par des déclarations officielles l'unité d'action.

Les travailleurs ont été, avant d'être trahis, abandonnés. Aucune confédération syndicale, aucun parti politique n'a donné des perspectives claires, n'a donné une orientation précise, un programme précis.

Cette attitude de trahison « des représentants de la classe ouvrière », revêt maintenant, après coup, un aspect positif. Après 36, les ouvriers avaient rejoint en masse la C.G.T. et le parti communiste : l'enthousiasme, les illusions dans l'action parlementaire étaient les causes. Cette fois, aucune centrale n'a enregistré un recrutement, aucun parti politique ne peut se vanter d'une influence plus grande. Les adhérents sont méfiants et les inorganisés sont restés dehors. Par cet aspect, l'optimisme en les futures luttes est intact. On peut être certain que la spontanéité sera plus grande, que le contrôle du prochain mouvement par les organisations ouvrières sera encore plus difficile.

La lutte que poursuivent depuis cinq semaines les travailleurs du Havre, complètement isolés, donne la mesure de la volonté de lutte de l'ensemble de la classe ouvrière. C'est plus que des augmentations de salaires, c'est plus que l'abrogation des décrets-lois, c'est plus qu'un changement de gouvernement que veut, peut-être inconsciemment, la classe ouvrière ; c'est un profond bouleversement des structures économiques, politiques.

Les comités de grèves démocratiques, les comités d'action à la base constitués par les travailleurs pendant le mouvement d'août doivent non seulement maintenir leur existence, mais se renforcer.

Vaut-on par là inspirer une nouvelle organisation syndicale ou politique ? Non. L'abandon, la trahison

son des organisations ouvrières a imposé cette nouvelle forme organisationnelle au prolétariat en lutte pendant un moment donné. Et cette forme choisie, adoptée par l'ensemble, doit se développer et continuer jusqu'au bout la lutte entreprise.

Cette forme organisationnelle doit être l'étape nécessaire à un regroupement, à une réunification du prolétariat.

Les buts immédiats de ces comités coordonnés doivent être par la grève générale.

Le relèvement des salaires avec le minimum de 30.000 francs.

Semaine de 40 heures.

Retraite uniforme à tous les travailleurs.

Imposer la cessation de la guerre d'Indochine.

Imposer l'indépendance aux peuples coloniaux.

Le gouvernement, l'état bourgeois enfermé dans ses contradic-

tions, prisonnier de son régime ne peut faire un pas en avant, ne peut même plus donner l'os à ronger pour mettre fin à l'agitation sociale. Pour le prolétariat, le dilemme est clair : ou sombrer avec le régime dans la guerre et le fascisme ou combattre implacablement jusqu'à sa victoire.

Il faut que les travailleurs prennent conscience de leur force invincible, de la faiblesse de la bourgeoisie que la moindre secousse risque de balayer. Les organisations officielles se sont refusées à donner, chacune pour des raisons particulières, cette secousse. L'arme nouvelle que les travailleurs ont forgée pendant la grève : les comités d'action, les comités démocratiques de grève, est celle qui doit leur assurer la victoire et être à l'origine du regroupement prolétarien qui ouvrira la marche à la Révolution sociale.

René LUSTRE.

## Voizard, homme de main de Juin va continuer en Tunisie « l'œuvre civilisatrice » de Hauteclouque

**L**ES pantins du gouvernement s'agitent de plus en plus dans leur guignol sinistre à propos de l'Afrique du Nord. Ça va mal. Des conceptions s'affrontent ayant toutes pour but de mater des exploités qui ont conscience de leur misère et qui se révoltent. Le ministre Mitterrand est parti, car les petites idées qu'il avait derrière la tête n'ont pas été prises en considération : il veut nous faire croire, sans rire, que ces idées sont humanitaires.

### Plus rien ne peut se faire sans l'accord du peuple

**C'**EST un fait bien établi, qu'en Afrique du Nord, plus rien ne peut être fait sans l'accord des partis nationalistes soutenus par l'ensemble de la population. Même le Sultan du Maroc et le Bey de Tunisie tremblent devant ces partis qui, au-

jourd'hui, axent tous leurs efforts pour obtenir bon gré, mal gré, le départ ou tout au moins la fin de la suprématie des Français. Lorsque ce premier objectif sera atteint, nous assisterons à un éparpillement des forces nationalistes donnant naissance

à une fraction révolutionnaire libérale qui existe déjà en fait.

### Juin, Maréchal de Frante mène la barque

**J**UIN joue un rôle prédominant en Afrique du Nord. Il est Maréchal et, à ce titre, il marche sur les traces sanglantes de son confrère Pétain. Il se figure déjà être maître du pays et exerce ses talents de fasciste et de soutien du capitalisme, sur les contrées d'outre-mer où on lui laisse facilement carte blanche. Une publicité savamment orchestrée autour de son nom tend à le rendre populaire, assez vainement il faut le reconnaître, car les Français n'ont pas la mémoire si courte que voulait le croire son prédécesseur.

Juin est à l'origine des derniers événements du Maroc. Il est à la tête de la réaction qui a enfin trouvé un homme qu'elle cherchait depuis quelque temps. Agira-t-il à sa guise en Tunisie ? Telle est la question qu'on peut se poser après la nomination de Voizard au titre de résident général en ce pays !

### Un Ministre démissionne

**A** PROPOS de la nomination du nouveau résident, François Mitterrand, en regrettant « un souci supplémentaire pour M. Laniel », a donné sa démission du gouvernement. Il a déclaré :

« C'est une question d'honnêteté. Je ne suis pas d'accord, je m'en vais. Au fond, la question reste posée de notre politique étrangère en Afrique comme en Asie. J'ai voulu apporter une réponse. Au-delà de divergences partielles ou d'incidents qui auraient pu aisément être réglés, il y a un conflit plus profond entre des conceptions générales. »

Il n'a pas été très méchant, il est passé à côté du problème. La querelle n'est pas très grave. Mitterrand s'est ménagé une prochaine rentrée, il s'est octroyé seulement, quelques vacances bien payées.

Cette querelle d'intérêts, nous intéresse peu, sinon dans la mesure où nous apercevons les loups se dévorer entre eux, ce qui est toujours bon pour le pauvre monde.

### De Hauteclouque à Voizard

**M.** DE HAUTECLOUQUE, de sinistre mémoire, responsable pour une bonne part des ratissages du Cap Bon, des massacres de Michel MALLA.

(Suite page 2, col. 5.)

## Les Tartufes à Lugano

**L'**OFFENSIVE de paix bat son plein. Après l'arrivée au pouvoir de Malenkov, la diplomatie soviétique, employant un ton plus modéré, laissait entrevoir un nouveau dialogue possible sur les problèmes en suspens : affaire coréenne, règlement de l'unification allemande, traité de paix avec l'Autriche. Ce désir apparent de conciliation manifesté par l'U.R.S.S. avait été accueilli avec beaucoup de froideur à Washington, et il avait été nécessaire à ce moment que les diplomates de Londres fassent preuve d'une certaine opiniâtreté pour obliger les U.S.A. à sortir de leur réserve. Londres n'a tout jours pas renoncé à reconquérir ses marchés commerciaux en Extrême-Orient, et particulièrement en Chine, quand bien même cette Chine serait communiste. Premier résultat, conclusion d'un armistice en Corée, armistice dont les négociations traînaient depuis près d'un an. La paix en Corée n'en étant pas réglée pour autant.

Depuis le règlement provisoire de l'affaire coréenne, le problème allemand et autrichien est de nouveau au premier plan. Et les trois larrons du bloc occidental, reprenant à leur compte l'offensive de paix, proposaient à Moscou une réunion des quatre délégués suppléants à Londres, pour se mettre d'accord sur un nouveau projet de traité de paix avec l'Autriche. A cette proposition, l'U.R.S.S. répondait en déclarant qu'il était indispensable de lier les problèmes allemand et autrichien, faisant état également de la nécessité de ne pas tenir compte du projet de traité (abrogé) des occidentaux qui retirait à l'U.R.S.S. ses droits sur les anciens biens allemands en Autriche. C'était en fait un rejet pur et simple de la proposition du bloc occidental, l'attitude de Moscou se raidissait ! Nouveau tournant politique ou ques-

tion de prestige ? Mais nos trois larrons occidentaux ne se tenaient pas pour battus et, jouant à leur tour les conciliateurs, ils offraient à M. Molotov une nouvelle proposition de rencontre. Pour ménager les susceptibilités russes, la Suisse, pays neutre, était proposée ; rendez-vous fixé dans la ville de Lugano pour le 15 octobre. De plus, la rencontre aurait lieu entre ministres des Affaires étrangères, et mieux encore l'on accepte de tenir compte des objections de Moscou et de lier les problèmes allemand et autrichien. Dans ce même temps, il y a bien évidemment les gaffes calculées ou non de M. Foster Dulles, où, dans sa déclaration publique, il fait état du gouvernement de l'Allemagne de l'Est, fantoche soviétique est, et où il déclare également qu'implicitement la victoire d'Adenauer est une condition de l'unité allemande, Adenauer ne voulant pas être en reste jouant déjà le partenaire majeur du bloc occidental, lance un projet en l'air de pacte de garantie entre l'Europe et l'U.R.S.S., mais par ailleurs, répondant aux questions des journalistes, l'homme de paille du bloc occidental souligne que l'armée européenne reste une nécessité, que les puissances occidentales, en signant les accords de Bonn, s'étaient détachées des accords de Potsdam, impliquant de ce fait que dans un futur traité de paix l'Allemagne resterait libre de s'associer aux partenaires de son choix. Si l'on accepte l'hypothèse que l'U.R.S.S. accepte de se rendre à Lugano, est-ce à dire que pour rendre le règlement du problème allemand et autrichien est en bonne voie ? C'est pour le moins probable.

Si les représentants des deux blocs proclament bien haut leur volonté de réaliser l'unité de l'Allemagne, aucun ne le souhaite réellement. En abandonnant l'occupation de l'Allemagne, de l'Est, les dirigeants de Moscou perdent le contrôle politique direct qu'ils exercent actuellement sur les démocraties populaires limitrophes de l'Allemagne ; de plus, les événements du 17 juin ont démontré la fragilité du pouvoir de Grotewohl. Quant aux tenants du bloc occidental, leur départ pourrait bien à bref délai permettre au peuple allemand de balayer Adenauer et sa suite ; et alors finis les investissements de capitaux en Allemagne.

De toutes ces perspectives où les tartufes de chancellerie jouent le jeu normal de la diplomatie, que peuvent attendre le peuple allemand et le peuple autrichien ? Rien de bon assurément ; il leur reste à jouer leur propre jeu. Préparer les esprits à leur faire entrevoir qu'il n'existe d'issue pour assurer la paix et le bien-être social que dans la voie révolutionnaire. Et c'est comme toujours dans la lutte sociale de tous les jours que les peuples allemand et autrichien prendront conscience de cette nécessité et vomissant l'action des partis démocrates-chrétiens et sociaux démocrates, soutenus des chancelleries retrouveront le véritable chemin de la paix et de la liberté.

R. CARON.

## NOUS DEVONS CONTINUER !

### Camarades, Amis

Encore une fois nous sonnons l'alerte. Encore une fois nous vous appelons à l'aide. Et cela sans détour, sans honte. Pourquoi faudrait-il nous cacher, cacher notre pauvreté, tendre la main honteusement.

Vous savez, tout le monde sait comment nous faisons paraître **Le Libertaire**, comment nous continuons, avec maintenant encore plus d'espoir, notre combat pour la révolution communiste, notre révolution communiste libertaire.

Sans autres ressources que la vente du journal, le dévouement de nos militants, la bonne volonté de nos amis, nous sommes constamment dans l'incertitude pour l'avenir de notre arme essentielle, de notre outil principal de propagande : **LE LIBERTAIRE**.

Alors que des perspectives de luttes révolutionnaires se précisent pour les mois à venir, nous verrons-nous obliger de nous taire, de nous agenouiller devant le mur d'argent que dresse le capitalisme devant les organisations révolutionnaires ?

Alors que notre organisation a toutes les chances pour la relève des organisations que le prolétariat se prépare à rejeter, nous laisserons-nous condamner à mort par l'argent ?

L'effort maximum doit être donné par tous. Ce n'est pas l'effort pour tenir seulement un journal, c'est l'effort que nous devons tous nous imposer pour une grande victoire, la victoire de la classe ouvrière.

Camarades, acceptons-nous de disparaître, alors que notre place, notre devoir, notre chance sont dans la lutte révolutionnaire, ouverte par les travailleurs dans ce mois d'août 1953 ? Verser d'urgence tous les fonds au C.C.P., René Lustre 8032-34, Paris, 145, quai de Valmy, Paris-10<sup>e</sup>.

## La situation politique actuelle en Italie

**L**ES élections du 7 juin et les événements qui les ont suivies démontrent que la politique centriste de De Gasperi est profondément vicieuse à la base : en premier lieu le démembrement des petits partis alliés (libéraux, républicains et sociaux-démocrates), secondement le déplacement à gauche dans le corps électoral, l'ont démontré.

La faillite de la loi électorale d'escroquerie (la « legge truffa ») établie dans l'intention précise de stabiliser une situation qui puisse permettre de poursuivre la politique démocratique, c'est-à-dire la préparation de toute une série de lois (anti-grèves, contre la liberté de presse) et l'instauration de la dictature des secteurs les plus arriérés de la bourgeoisie, cette faillite de la « legge truffa » a placé en crise de superstructure l'Etat capitaliste. L'absence d'une majorité par-

lementaire, le « gauchisme » social-démocrate, les résistances à une orientation vers la droite manifestées par le courant Granchiana et les représentants syndicalistes du parti Démocratique ont déterminé le torpillement du 8<sup>e</sup> Cabinet De Gasperi.

Les longues et laborieuses tractations qui ont suivi pour le choix de la nouvelle personnalité chargée de former le gouvernement sont la preuve de la fluidité de la situation politique, qui peut prêter à de nombreuses surprises.

Laissant de côté l'alliance des démocrates-chrétiens avec la droite (qui a posé clairement ses conditions), l'alliance qui est l'objectif logique du centrisme démocratique, occupons-nous de l'attitude des deux partis de gauche le P.C. et le P.S.

A. VINAZZA.

Correspondant des G.A.A.P.

(Suite page 2, col. 1.)



# POLICE SECRETE A L'AMERICAINE

## Dix mille chiens de garde

Il y a eu un temps où le Klan laissait le soin d'espionner à son Klub des Klavalliers et à ses diverses organisations de façade, mais ces dernières années, on a assisté à une campagne en faveur d'une « participation active » de tous les Klansmen d'Amérique à l'espionnage contre les syndicats, les groupes de défense des minorités, etc. Toute opposition à la suprématie blanche et à la ségrégation raciale est considérée comme une manœuvre subversive et signalée comme telle au F.B.I. ou l'« information » est cordialement reçue.

Je me souviens d'un exemple où l'on a vu le C.I.O. demander au F.B.I. d'enquêter sur le K.K.K. et le K.K.K. contre-attaquer en demandant au F.B.I. d'enquêter sur le C.I.O., accusant celui-ci d'être « un nid de juifs-communistes et de négrophiles ». Touchant de près ces trois organisations, je puis affirmer que l'enquête du F.B.I. sur le C.I.O. a été très serrée, mais qu'il n'a eu pour le K.K.K. que des sourires indulgents.

Toujours dans la ligne de ses engagements à Hitler, le Klan a introduit les

enfants dans son réseau d'espionnage, les dressant à rapporter les propos de leurs professeurs et de leurs voisins. C'est le 14 avril 1947 que la hiérarchie a invité « tous ses fidèles Klansmen » à faire espionner leurs enfants et à transmettre les renseignements à Vittur, le chef des Klavalliers. « Les professeurs qui s'opposent à la suprématie blanche, disait Vittur, sont la menace la plus grave qui pèse sur nous. Tout ce qu'il nous faut, c'est leurs noms, nous nous chargerons du reste ! »

On eut, quelques mois plus tard, un exemple du fonctionnement de ce système d'espionnage lorsque le K.K.K. brûla une grande croix devant la maison du professeur d'éducation physique de l'école secondaire de Lakeview, en Georgie, Walter Bowland. Bowland demanda protection au shérif, mais il s'entendit répondre : « Je vous conseille de faire ce que le Klan vous dira. » Le comité d'administration révoqua non seulement Bowland, mais aussi le directeur de l'école qui le soutenait. Les deux hommes furent obligés de vendre leur maison et d'aller habiter dans une autre ville.

## Les procès truqués

COMME les agents du F.B.I. les membres du K.K.K. sont virtuellement à l'abri des poursuites pour les crimes qu'ils commettent. Quand j'étais au Klan, on nous invitait fréquemment à faire connaître notre qualité de membres par des signes secrets dans l'éventualité d'une arrestation ou d'un procès. Je pus me rendre compte que ce n'était pas de la pure propagande un jour que je fus arrêté par un agent pour avoir brûlé un feu rouge. Comme je sortais mon permis de conduire de mon portefeuille, il aperçut ma carte du Klan. « Pourquoi ne me l'avez-vous pas dit plus tôt ? », demanda-t-il, et il déchira le procès-verbal.

Cela me rappela le serment que j'avais fait en entrant au Klan : de prêter en toute occasion aide et assistance à un Frère Klansman — « sauf en cas de trahison, de vol ou de meurtre qualifié. » Je pus me rendre compte par la suite que pour le Klan, ce n'était pas un meurtre qualifié d'assassiner des Noirs, des juifs, des catholiques, des syndicalistes ou des communistes.

Le Klan ne compte pas seulement sur ses complicités dans la police et sur le parjure pour assurer l'immunité aux exécutants de ses crimes. En plus, des efforts particuliers sont faits pour faire entrer des magistrats dans le Klan, efforts qui sont très souvent couronnés de succès. C'est ainsi que le « Frère Juge » Luke Arnold s'est fait une spécialité de traiter dans les klavernes du Klan des sujets tels que celui-ci : « Plan pour empêcher les Noirs de voter. » Et il y a aussi un « Frère Juge », Caleb Callaway, à qui on peut toujours faire confiance quand il s'agit de rendre une décision « conforme aux principes du Klan ».

Souvent, on nous ordonnait d'aller remplir le tribunal où siégeait le Juge

Callaway quand on jugeait qu'il fallait donner l'impression que le public blanc demandait l'acquiescement d'un Blanc ou la condamnation d'un Noir. C'est ainsi que je me rappelle une séance du tribunal du 13 avril 1946, où il s'agissait de juger un conducteur de trolleybus blanc qui avait tué un Noir d'un coup de revolver. Le Noir avait lancé un salut inoffensif à un de ses amis qui se trouvait dans le trolleybus, mais le conducteur avait pris la remarque pour lui et tiré. Les Klansmen s'entassèrent dans le tribunal, forçant les Noirs à rester debout dans le hall. Verdict du Frère Juge Callaway : « Légitime défense, homicide justifiable. » Depuis, il y a eu des dizaines et des dizaines d'affaires semblables.

Ce serait le rôle du F.B.I. de poursuivre les policiers et les magistrats qui violent les droits constitutionnels des citoyens, mais le F.B.I. participe lui-même à la conspiration générale et, bien entendu, il ne faut pas s'attendre à des poursuites.

A l'aide des preuves que j'avais accumulées, le Gouverneur Arnaiz a intenté une action judiciaire abrogeant la charte du Klan. Le réquisitoire accusait en propres termes le Klan d'avoir remplacé « le jugement par un jury par un jugement par ordalie » et de s'être rendu coupable de fausses arrestations, de votes de fait, de violations de domicile, de violence et de terrorisme. « Le Klan contient les germes d'une Gestapo américaine », ajoutait le procureur.

Si l'abrogation de la charte du Klan fut une grande victoire morale, cela n'aboutit pas pour autant à rendre l'organisation illégale. Le seul résultat positif fut de priver le Klan de son droit à être exempté d'impôts en tant que « société charitable, fraternelle ».

La porte d'une église noire, où l'on pouvait lire : « Le premier Noir de Georgie qui vote est un homme mort. » A Columbus, le Klan fit jeter par avion des tracts menaçants sur les quartiers noirs. De nombreux Noirs reçurent dans leur courrier des avertissements : « Tu feras mieux de rester chez toi le jour des élections. - KKK. Le jour de

## K.K.K. et F.B.I.

Dans la revue « Les Temps Modernes », n° 92, du mois de juillet 1953, est paru un long récit du Stetson Kennedy sur les polices secrètes américaines.

Ce récit nous expose particulièrement les méfaits du Ku-Klux-Klan. Nous avons pensé très important de reproduire, presque intégralement, les pages parues dans « Les Temps Modernes », pour l'information de nos lecteurs.

Quels commentaires ajouter à ce récit ? Aucun. Ces pages viennent confondre une nouvelle fois tous les menteurs qui continuent, avec un entêtement stupide malgré les faits contraires, à mener leur publicité pour le « pays de la démocratie ».

Nous terminons aujourd'hui la suite de ce récit qui a reçu l'approbation générale de nos lecteurs.

l'élection, d'autres Noirs trouvèrent sur le pas de leur porte un petit cerucel, avec l'étiquette « KKK ». Les officiers de l'état civil collaborant avec le Klan rayèrent arbitrairement des listes de vote le nom de dizaines de milliers de Noirs.

Les Noirs résistèrent vaillamment, et à maintes reprises, réclamèrent aide et assistance au Département de la Justice et au F.B.I. Mais en vain. Ce n'est que lorsque les terroristes eurent fini leur besogne qu'un District Attorney eut l'audace de déclarer que la Constitution garantissait aux Noirs le droit de vote.

Se faisant l'écho du mépris des terroristes pour les fonctionnaires fédéraux, Talmadge déclara dans un discours radiodiffusé dans tout le pays que les U.S. Attorneys essayaient d'« intimider les Blancs » et que « ce ne serait peut-être pas une mauvaise idée de conseiller à ces messieurs » de rester tranquilles. Il répéta aussi que « les Noirs seront bien avisés de ne pas s'approcher des urnes des Blancs, car ni les U.S. Attorneys ni Jimmy Carmichael (l'autre candidat) n'auront de gardes du corps pour les protéger ».

Talmadge fut élu et le Dragon Green fut le premier à le féliciter. Par la suite, le Dragon déclara à tous les Klansmen : « Enfin un Gouverneur ami du Klan ! Talmadge m'a promis qu'il fera tout pour protéger le Klan. Si jamais vous avez besoin de lui, dites-lui seulement que vous êtes un ami de Sam Green ».

Talmadge étant mort d'une crise car-

diaque deux mois avant d'entrer en fonctions, le Dragon ordonna à tous les Klansmen de l'Etat de se réunir au Capitole pour soutenir un putsch des partisans de Talmadge dans la législature et faire nommer comme gouverneur son fils Herman. Ce qui fut fait, et le Klan s'empara de l'immeuble du Capitole à la faveur des ténèbres. Herman, qui au cours d'une fête où le Klan célébrait l'anniversaire du Dragon, avait fait l'éloge de celui-ci, vantant ses « qualités de sérieux », promit de tenir toutes les promesses que son père avait faites au Klan. L'un de ses premiers actes fut de rétablir la charte du Klan et de l'autoriser à créer des sections dans les 48 Etats et les possessions territoriales.

En 1948, la campagne électorale de Herman Talmadge fut l'occasion de la réapparition de la terreur de 1946, qui aboutit aux mêmes résultats. Isaac Nixon fut abattu chez lui, en présence de sa femme et de ses enfants, parce qu'il avait osé voter. En Caroline du Sud, le Révérend Archie Ware, 66 ans, reçut des coups de poignard dans la cuisse et dans le ventre en sortant de l'église, sous le regard impassible des policiers. La Georgie, qui avait toujours été le principal réservoir des forces du Klan, était une fois de plus à la tête de la kluxisation de l'Amérique. Le F.B.I. reste les bras croisés pendant que le Klan tourne la démocratie en dérision. Bien que les Noirs, au mépris de la terreur, aillent aux urnes de plus en plus nombreux, il y en a encore eu plus de cinq millions qui n'ont pas voté lors de l'élection présidentielle de 1952.

## Le F.B.I. et le K.K.K. la main dans la main

A U cas où l'on aurait des doutes sur la « politique des yeux fermés » observée par le F.B.I. à l'égard du K.K.K. on voudra bien considérer les exemples suivants dont j'ai eu personnellement connaissance.

Red Bank, Tennessee. Le 1<sup>er</sup> avril 1946, Mrs. Kate Robbins, veuve juive, ouvre un petit magasin de tissus. Quatre jours plus tard, des Klansmen en capuchon brûlent une croix devant son magasin, en hurlant : « C'est sérieux ! Pas de juifs à Red Bank ! Allez-vous-en ! » Mrs. Robbins porte plainte au F.B.I., mais bien que j'aie personnellement donné les noms des chefs locaux du Klan, aucune poursuite n'est engagée. Le Klan ayant continué et attaché un paquet de branchages à sa porte, Mrs. Robbins a cédé et a vendu son magasin à perte.

Monroe, Georgie. Le 26 juillet 1946, deux anciens combattants noirs et leurs femmes — George et Willa MacDorsey et Roger et Dorothea Malcom — sont liquidés par un peloton d'exécution de 30 Blancs masqués. J'arrive pour voir des corps brûlés sans que personne se

soit occupé de rechercher les balles. Le médecin légiste m'affirme que le F.B.I. a pris des photos des victimes et ordonné la sépulture. Je signale le fait aux autorités, mais rien ne se passe. Au Klan, le Dragon Green se vante : « Le F.B.I. connaît les responsables, mais l'affaire de Monroe est close ».

Vidalia, Georgie. Le 20 novembre 1948, Robert Mallard, un Noir qui avait exhorté ses frères de race à voter, est pris dans une embuscade et fusillé par une bande de 15 Klansmen en robe, mais non masqués, comme il rentrait de l'église avec sa famille. Mrs. Mallard reconnaît un certain nombre et les signale au shérif R.E. Grey, mais celui-ci l'arrête en l'accusant d'avoir tué son mari ! Pendant quatre jours, c'est le silence le plus absolu sur l'affaire. Lorsque Mrs. Mallard est finalement relâchée, les passions sont tellement surexcitées qu'elle est obligée de dormir dans les bois et de quitter le pays à pied. La presse a joué un grand rôle dans l'effoulement du meurtre et l'Atlanta Journal est allé jusqu'à laisser entendre que Mallard a été tué par des Noirs déguisés en Klansmen.

Le Dragon Green a remis à la presse une lettre qui lui avait été apportée par le Kaigle du Klan de Vidalia. Signée par le shérif Grey, le chef de la police T.L. Graham et le sergent du F.B.I. J.W. Robertson, la lettre affirme solennellement que les co-signataires sont fermement convaincus que « le Klan n'a aucune responsabilité dans la mort de ce méprisable Noir ». Mais dans le Klan même, j'avais appris que des Klansmen avaient été convoqués à Vidalia pour un « travail spécial » et qu'ils y avaient rencontré le shérif et le chef de la police, qui étaient l'un et l'autre des « Frères Klansmen ». J'ai donné toutes ces informations au F.B.I., mais aucune poursuite n'a été engagée.

Hooker, Georgie. Le 2 avril 1949, sept Noirs, parmi lesquels des femmes, sont « arrêtés » par le shérif John W. Lynch et trois de ses députés, et livrés au fouet d'une bande de 75 Klansmen masqués. Les victimes demandent aide et protection au shérif qui se détourne. Accusés de complicité devant un tribunal fédéral, le shérif Lynch et ses députés ont affirmé qu'ils ignoraient tout de l'affaire. Ils ont donc été acquittés. Mais par le Klan, j'ai su que le Dragon avait assisté au procès et qu'il était revenu en se vantant que le shérif et ses députés étaient membres actifs du Klan. Cette fois, au lieu de me contenter de signaler les faits au F.B.I., je les ai publiés, de sorte que le Département de la Justice s'est senti obligé de rouvrir l'affaire. Dans une conférence avec le F.B.I. de New-York, je me suis offert à fournir non seulement la preuve de l'accusation originale, mais aussi la preuve du parjure. Tout en prétendant accepter cette offre, le F.B.I. a en fait réduit les accusations portées contre Lynch et celui-ci n'a été condamné qu'à un an de prison.

Groveland, Floride. L'affaire des « Quatre de Groveland » est déjà universellement connue ; mais ce qu'on ne connaît pas, c'est la façon dont la police secrète a conspiré à la déaite de la justice. L'affaire a commencé en 1949 avec les déclarations d'une Blanche qui, ayant décoché, prétendit le lendemain qu'elle avait été « violée » par quatre Noirs. Aussitôt, le K.K.K. organisa un

défilé et distribua des tracts incendiaires. Un pogrome fut organisé et tous les Noirs du pays chassés de chez eux. Trois jeunes Noirs furent arrêtés : Walter Lee Irvin, Samuel Shepherd et Charles Greenlee. La foule hurlante les réclamait pour les lyncher, mais, songeant à son avenir politique, le shérif Mac Call promit que les Noirs seraient

exécutés « légalement ». Par ailleurs, il mobilisa la foule pour rechercher le quatrième « suspect », Ernest Thomas. La chasse à l'homme fut couronnée de succès et Thomas fut par derrière pendant que les policiers assermentés « regardaient d'un autre côté ». Sa soif de sang apaisée pour quelque temps, la foule se disloqua.

## Du loyalisme

TOUT indique que l'immunité dont jouit le K.K.K. aux Etats-Unis n'est pas due seulement à la neutralité bienveillante du F.B.I. L'une des meilleures preuves est le fait que le K.K.K. doit au fisc américain la coquette somme de 685.305 dollars et 8 cents, dont il n'a jamais réglé le premier sou. Il suffirait d'exiger le paiement de cette dette pour mettre le Klan hors d'état de nuire. Décidée du temps de Roosevelt, cette taxe a obligé le Klan à interrompre ses activités au cours de la deuxième guerre mondiale, mais sous Truman et Eisenhower, personne ne s'occupe plus de la percevoir et le Klan développe le champ de ses lucratives activités.

Il n'est pas sans signification que le grand argentier de Truman, le Revenue Commissioner Joseph D. Nunan Jr., ait non seulement refusé carrément d'imposer le Klan malgré toutes les pressions que j'ai fait exercer sur lui par les syndicats, mais aussi qu'il ait été impliqué dans les enquêtes du Sénat sur les « irrégularités ». Nunan fut invité à expliquer comment il se faisait que des quatre corporations géantes qu'il représentait après sa démission de Commissioner, aucune n'ait payé le premier sou des deux millions de dollars qu'elles devaient au fisc. Un autre client de Nunan, qui devait 812.000 dollars au gouvernement, reçut l'autorisation de transiger à 4.500 dollars, et se vit, par la suite, accorder un remboursement de 35.000 dollars !

La sanction accordée au Klan par le Congrès s'est reflétée dans le refus de la Commission des activités anti-américaines, qu'elle fut dirigée par un républicain ou par un démocrate, d'engager contre lui la moindre poursuite. C'est en somme l'attitude du gouvernement des Etats-Unis à l'égard du Klan qu'a résumée le républicain John S. Wood lorsqu'il a déclaré, du temps où il était président du Comité anti-américain : « Le Ku Klux Klan est une vieille institution américaine, comme le whisky ».

En réalité, bien entendu, le Klan est une société secrète dont les activités de conspiration et de trahison ont pour but de renverser la Constitution par la force et la violence et d'empêcher l'application des lois fédérales. La démonstration la plus récente et la plus éclatante qui en ait été faite a été la création d'une « Section Spéciale » du Klan. Ce groupement, qui se fait appeler l'American Confederate Army for White Christians, a juré de prendre les armes s'il le fallait pour le maintien de la ségrégation raciale. En ne faisant rien contre la conspiration, le gouvernement s'en rend complice.

Il a fallu de fortes représentations des organisations syndicales et autres pour que le Klan soit inclus par l'Attorney General sur la liste des organisations « subversives ». Encore le Klan n'a-t-il pas été accusé de subversion, mais placé dans une catégorie séparée et accusé simplement de priver les citoyens de certains droits. Les quelques

autres organisations fascistes de la liste ont de toute évidence été choisies parce qu'elles sont depuis longtemps défuntes, alors que les plus actives sont soigneusement ignorées.

En vertu de la loi sur le service militaire obligatoire, les membres des organisations fascistes subversives doivent être écartés des forces armées et dirigés sur des bataillons de travail, des camps de concentration, etc. En pratique, cependant, les Klansmen sont reçus à bras ouverts et jouissent de tous les privilèges. J'ai même en ma possession la déclaration enregistrée d'un témoin qui affirme avoir assisté à des conférences de l'amiral Plunkett (dans le langage du Klan confédéric se dit Klokard) dans une klavern du Klan qui tenait ses réunions en face de l'arsenal de Brooklyn. Ce même témoin affirme qu'il connaît un navire de la marine de guerre américaine dont l'équipage, officiers et marins, est entièrement composé de Klansmen et à bord duquel des réunions en robe ont lieu en pleine mer. Chaque fois qu'un Noir, un juif, un catholique ou un autre « indésirable » est affecté au navire, il est immédiatement déplacé.

On comprend dans ces conditions pourquoi l'emblème de l'esclavage, la bannière étoilée et barrée des Etats confédérés, a si souvent volé en Corée avec le drapeau des Etats-Unis et celui des Nations Unies. « La raison pour laquelle tous les jeunes Yankees se sont ralliés à cette bannière est que nous les avons convertis à la cause », fait dire l'International News Service à un soldat américain. On cite même le cas d'un soldat mort en Corée qui, dans un cimetière militaire américain, a eu les honneurs d'un Klorero of Sorrow, d'un Klorero de Chagrin, autrement dit de funérailles solennelles selon le rituel du Klan.

Bien qu'en principe, aucun membre des organisations figurant sur les listes n'ait le droit d'être fonctionnaire fédéral, des milliers de Klansmen travaillent pour le gouvernement américain, et aucun n'a été licencié.

C'est à l'Etat de Floride que revient la douteuse distinction d'avoir révélé le but dernier de la police secrète. Cet Etat, qui exige un « serment de loyalisme » de tous ses fonctionnaires, leur demande non seulement de répudier toute affiliation politique progressiste, mais va jusqu'à leur demander : « Etes-vous partisan des lois de cet Etat sur la ségrégation raciale ? Sinon, pourquoi ? »

Telle est la double conception du « loyalisme » qui faut être pour un capitaliste sans entraves et pour la suprématie blanche — qui résume le genre de société que la police secrète du F.B.I. et du K.K.K. voudrait imposer à l'Amérique, et peut-être au monde.

Stetson KENNEDY.

(Traduction de René Guyonnet.)

FIN

## Voizard, homme de main de Juin

(Suite de la première page)

Tazerka et de la répression, en général, est entré dans la période de disgrâce, car on avait quelque'un d'autre à mettre à sa place. Cet autre Monsieur est Voizard, homme de main de Juin, ancien contrôleur civil à Tunis, ancien préfet de l'Aude puis de Seine-et-Marne qui faillit perdre tout, lorsque le 8 novembre 1942, il prêcha au Maroc la résistance contre les Américains mais qui réussit à faire oublier ce détail avec le temps.

Que fera Voizard lorsqu'il aura les pleins pouvoirs en Tunisie ? Il écartera les ordres de son ami Juin !

Le Bey serait-il trop près du Néodestour et serait-il question de le remplacer comme son confrère du Maroc ? Serait-il question, plus simplement, de le mettre au pas, une bonne fois pour toutes ?

De Hautecloque n'était-il pas assez dur ?

On parle de tout cela !

### La bonne presse est odieuse

On parle aussi dans la bonne presse, de changement de méthodes « Le Monde » nous livre les élocutions ahurissantes, d'un rédacteur en mal de copie :

Voici ce que dit notre homme :

« En définitive rien ne pourra se construire sur la méfiance ou par une méthode en quelque sorte unitaire. Mais dans un climat de confiance retrouvé la reprise au dialogue ferait certainement apparaître des possibilités d'accord, car ces possibilités existent. Elle révélerait que cette harmonie naturelle qui traîne en Tunisie le visiteur, cette bonne entente qui a toujours régné entre les éléments pourtant si divers de la population, peut se transposer sur le plan des rapports politiques, que l'autonomie de la gestion des affaires intérieures et le respect de la souveraineté tunisienne sont compatibles avec le maintien d'assises solides de la présence de la France. Elle procurerait aussi cette constatation, combien réconfortante, que les valeurs spirituelles, ces valeurs éternelles, restent les meilleurs auxi-

liaires de l'accord des hommes de bonne volonté. »

Où peut-on constater « cette bonne entente » ? Le rédacteur n'a jamais mis les pieds en Tunisie, il a seulement rendu visite à Bacouche et à sa suite qui sont considérés dans tout le pays comme des traîtres ?

Comment parler de climat de confiance quand une minorité de colons exploite honteusement une majorité d'indigènes ? Comment parler de climat de confiance quand la guerre des classes devient, là-bas plus que partout ailleurs, de jour en jour, plus violente ? Ce que « Le Monde » entend par « climat de confiance », c'est sans doute un flirt un peu plus complet entre les colons et la minorité tunisienne, qui vit du colonialisme et qui est considérée par le peuple comme plus dangereuse que la minorité française.

Voizard est là-bas, pour établir ce « climat de confiance », qui ne peut être établi qu'en construisant de nouvelles prisons pour faire taire « la canaille », pour faire taire les malheureux qui sont légion ; ceux que l'on rencontre à chaque pas en haillons, ceux travaillent sur les terres de Félix Potin et autres capitalistes, ceux qui payent les saisons de Bacouche à Vichy, ceux que le rédacteur du « Monde » n'a pas voulu voir et dont le sort ne sera pas amélioré tant que le gros capitalisme des Juins, des Bidault, des Voizard, sera maître du pays.

La littérature du « Monde » ne peut nous tromper pas plus que les belles images de « Paris-Match », sur l'insurrection d'un nouveau Sultan. Tout le monde commence à savoir que là-bas tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Nous, nous savons que « l'harmonie naturelle » ne peut exister tant qu'il y aura des exploités et des exploités. Nous savons que nos gouvernements soutiendront les exploités, même si un projet de réforme, obligatoirement mensonger, est mis sur pied. Nous savons aussi, qu'une grande révolution se prépare et nous serons les premiers à aider ceux qui s'insurgent contre un esclavage digne du moyen âge.

## La situation politique actuelle en Italie

(Suite de la première page)

Il est clair dans toute la politique suivie depuis les élections jusqu'aujourd'hui que ces partis ne se sont pas montrés hostiles à accepter une responsabilité de gouvernement ou à accorder à un éventuel gouvernement homogène démo-chrétien, la neutralité bienveillante du Parti socialiste en échange d'une série de mesures : cessation de la politique atlantique ou trancane, liquidation de la « legge truffa », mise en œuvre d'un programme de réformes qui donnerait le signal de la pacification intérieure.

Togliatti l'a dit dans un article : « Les communistes ont obtenu 6 millions de suffrages, réunis sur un programme précis, non communiste mais démocratique, de paix et de tendance socialiste. Les communistes savent que leur devoir, au Parlement, est d'agir de manière à faciliter la réalisation, même seulement partielle, de ce programme ».

Nenni l'a dit : « La politique de l'alternative socialiste n'est pas celle du Front (4) ; c'est plutôt si l'on peut dire, celle du partage du gouvernement, chère il y a peu de temps au Président du Conseil ».

C'est par-dessus tout dans cette attitude des directions communiste et socialiste, que réside le péril majeur pour le prolétariat italien : Le péril d'un retour au gouvernement de coalition qui, imposant l'immobilisme de la lutte de classes, accompagné de quelques mesures et lois qui n'affaiblissent pas plus la bourgeoisie qu'elle ne donnent du bien-être au prolétariat, gouvernement de coalition qui donne à la classe adverse le temps de se reprendre, de se renforcer pour poursuivre son chemin vers la droite.

Et c'est par-dessus tout en cela que réside la faillite d'une direction qui depuis huit ans se retranche dans une politique impossible et apparemment irréaliste (favorisée par l'absence d'un mouvement qui sache opposer à

cette politique réformiste une alternative révolutionnaire), politique qui a pour but de satisfaire les exigences si changeantes du Kremlin.

Quelle que soit la solution que la bourgeoisie italienne ait choisie pour apaiser la crise gouvernementale, le péril majeur pour le prolétariat italien (l'histoire du prolétariat mondial fournit de nombreux enseignements à ce sujet) réside donc dans l'absence d'une minorité révolutionnaire bien aguerrie et organisée qui sache, au-delà de la critique, donner des directives de lutte concrète, qui sache parler autour d'elle, sur des bases claires, les aspirations populaires. C'est pour cela que les G.A.P. (Groupes Anarchistes d'Action Proletarienne)

ont été créés, c'est pour cela qu'ils ont critiqué les faciles et vaines attitudes de révoltes sans principes et les attitudes dangereuses des groupes réformistes de gauche.

Comme nous l'avions dit dans un précédent article, les résultats des élections étaient en eux-mêmes positifs. Le prolétariat italien avait manifesté son choix pour une politique de gauche (mais non pas pour le P.C. ou le P.S. eux-mêmes). Il sera contraint peu à peu de se détacher des directions opportunistes. Il y a donc place, en Italie, pour le développement d'un mouvement qui veuille et sache poser et résoudre le problème de la liquidation du régime bourgeois.

(1) Front Populaire.

## FRANCO ASSASSINE TOUJOURS !

FRANCO, le fasciste, règne sur l'Espagne depuis dix-sept ans. Il n'est jamais venu à bout de la résistance organisée par nos camarades. Ceux-ci, toujours à la pointe du combat, étaient à la tête d'une agitation ouvrière importante, motivée par la hausse des prix récente et le blocage des salaires.

Plusieurs détenus ont été sérieusement maltraités par la police fasciste. D'autre part, deux communistes viennent d'être tués par la garde civile espagnole, alors qu'ils s'apprêtaient à revenir clandestinement en France. Ils étaient accompagnés d'un troisième militant qui refusa, comme ses camarades, de s'arrêter et se fit sauter entre deux grenades, l'une contre sa poitrine, l'autre sous son rucksack.

Parmi les documents que l'explosion dispersa, apparurent une courte liste de noms et les fragments d'un rapport sur la situation intérieure de l'Espagne. Ces fragments auraient établi que le P.C. espagnol considère « cette situation comme impossible à exploiter à l'heure actuelle ».

La découverte de la liste de noms a conduit aux arrestations — dans les milieux des syndicats officiels espagnols — de deux militants communistes qui auraient distribué, au cours des derniers mois, des tracts anti-américains.

Remarquons que le parti communiste espagnol, inexistant en juillet 36, s'est installé chez Franco avec beaucoup de peine et n'a jamais eu la confiance du prolétariat ibérique, malgré une aide financière importante venant des P.C. du monde.

Par contre, nos camarades de la C.N.T. et de la F.A.I. ont été arrêtés Franco à Barcelone le 18 juillet 36, ont toujours rencontré beaucoup de sympathie outre-Pyrénées, et se trouvent aujourd'hui à l'avant-garde de la résistance.

M. M.



# Problèmes essentiels APOLITISME ET POLITIQUE OUVRIERE

A-T-IL existé, peut-il exister des grèves strictement fomentées par des groupes ou partis politiques et à leur service exclusif ? La réponse est évidente : pour que le prolétariat ou une fraction du prolétariat se mette en mouvement, décide de cesser le travail, il faut qu'il y ait au moins la possibilité, pour les agitateurs politiques, d'exploiter un mécontentement, une revendication. Même si ce mécontentement, cette revendication sont déviés de leur voie première, même s'ils sont habilement mêlés à des luttes de clans de la bourgeoisie contre d'autres, même s'ils sont masqués sous la confusion d'une lutte patriotique par exemple, il n'en est pas moins vrai que la racine du mouvement, de la grève, c'est l'existence d'une revendication, c'est l'existence, plus ou moins ouverte, plus ou moins visible, de la lutte des classes.

Il n'y a donc pas de grèves strictement « politique », et même les grèves soutenues par les nazis en Allemagne avant leur prise du pouvoir ou par le S.I.R. chez Renault, reposaient sur la réalité de la lutte des classes. Le problème pour les militants ouvriers conscients, pour les révolutionnaires, dans le cas d'une grève lancée ou dirigée — sur la base, non apparente, de la lutte de classes — par une fraction politique et pour son seul intérêt, est un problème d'ordre tactique : suivant les conditions et les possibilités, participer à la grève pour faire ressurgir son véritable caractère prolétarien, pour dépasser les politiciens ou au moins démasquer leurs buts contraires aux intérêts ouvriers, ou bien dénoncer cette grève.

Retenons en tout cas, qu'il ne peut exister de grève purement politique, au sens de « au service d'un groupe politique », qu'il peut exister des mouvements confus, que les travailleurs peuvent être abusés ou trahis, mais que jamais un mouvement de grève n'est décidé artificiellement sans qu'il repose sur une réalité profonde de lutte de classes.

LES tentatives des groupes politiques de se servir des grèves, d'utiliser l'action ouvrière pour des buts qui ne sont pas reconnus par l'ensemble du prolétariat, ont créé une telle méfiance chez les travailleurs que nous avons vu se développer un esprit d'apolitisme visant à confiner les grèves dans leur aspect de revendication professionnelle limitée.

En vérité, il y a deux sortes d'apolitisme. Il y a l'apolitisme des grèves des siècles passés, des époques où la revendication ne mettait nullement en cause la structure sociale bien qu'elle exprimât, évidemment, une lutte de classes. Cet apolitisme était un produit de l'époque — la lutte de classes ne posant pas encore le problème révolutionnaire — et surtout n'était que l'expression de l'inconscience des masses ouvrières ne se rendant pas compte de la nature profonde de leurs luttes. Apolitisme inconscient,

La récente grève générale des services publics a remis au premier plan le problème de l'apolitisme des grèves et de l'apolitisme syndical. Il importe que la F. A. puisse apporter aux militants, à tous les travailleurs en marche vers une action de plus en plus consciente, une vue claire de ce vieux problème qui n'est, au fond, qu'un faux problème. Encore est-il nécessaire de le montrer.

inexprimé même. Il y a, depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une autre sorte d'apolitisme, un apolitisme conscient, volontaire... et confus comme nous allons le voir. D'abord, il y eut un *anti-politisme*, celui des syndicalistes révolutionnaires des Bourses du Travail et de la première C.G.T., antipolitisme qui exprimait l'opposition d'une importante fraction de la classe ouvrière à la soumission des syndicats à un parti, antipolitisme qui dressa les syndicalistes contre les socialistes de Jules Guesde. Cet antipolitisme premier manifestait une haute conscience révolutionnaire : il combattait contre la soumission des syndicats à des partis politiques qu'il jugeait mauvais défenseurs du prolétariat, et il revendiquait en même temps une politique, celle de la Confédération Syndicale, considéré en fait comme le seul, le vrai parti des travailleurs. La situation était claire, le syndicat combattait les politiques des partis, mais avait sa *Politique* à lui, une politique révolutionnaire, orientée vers le communisme libertaire.

La Charte d'Amiens de 1906, fut un incontestable recul : pour réaliser l'unité avec les réformistes, les guesdistes, les syndicalistes anarchistes furent contraints de se rallier à une motion dite « Charte d'Amiens » qui rejetait toute politique, mettant sur le même pied la politique anarchiste et la politique des partis. On passait à l'apolitisme : malgré le maintien dans la charte de la C.G.T. des buts du Communisme libertaire, la confusion était créée et, pis encore, par la suite, beaucoup de militants syndicalistes eux-mêmes devaient être dupes de cet apolitisme, et sous prétexte de ne pas faire la « politique » d'un parti, devaient contribuer à émasculer, à neutraliser la C.G.T., pour le plus grand profit des réformistes et des corporatistes que ce neutralisme stupide comblait d'aise.

AUJOURD'HUI, la situation est aussi confuse et aussi dangereuse : ceux qui, devant les tentatives de basse politisation des syndicats, pour ne pas favoriser un parti ou un autre, pour conserver l'indépendance syndicale, ont voulu naïvement la neutralité politique des grèves, l'apolitisme syndical, ont fait le jeu des pires réformistes, des corporatistes, des amicalistes.

Il faut réagir.

Il faut d'abord distinguer entre l'indépendance syndicale et l'apolitisme. La dictature bureaucratique, sur les syndicats d'un parti, d'une organisation d'ordre politique, est contraire aux buts révolutionnaires, contraire à la notion que nous avons des rapports entre les masses et l'avant-garde. Le chapitre qui a trait à ces rapports dans le « Manifeste Communiste Libertaire » est assez explicite. Par contre, l'influence des militants de l'avant-garde révolutionnaire dans les organisations de masses et au cours des grèves est une chose qui va de soi. Enfin, si un parti est — de par son idéologie — tout naturellement aux côtés de l'organisation de masses, si ce parti et les syndicats ou les travailleurs en grève ont, en gros, le même programme, les mêmes buts, pourquoi les syndicats ou les masses en action se refuseraient-ils à le reconnaître ? Les syndicalistes des Bourses du Travail étaient ouvertement contre les partis socialistes légalitaires, mais ils étaient ouvertement aussi des membres des groupes anarchistes et écrivains dans la presse anarchiste. Cela ne nuisait nullement à l'indépendance de leurs syndicats, au contraire, la position anarchiste était en faveur de l'entraînement des travailleurs à l'auto-organisation. Nous pourrions dire de même à propos de la centrale Syndicale C.N.T. et de l'organisation anarchiste F.A.I. en Espagne.

La question première est donc justement, pour les syndicats comme pour les masses en grève d'avoir une poli-

tique, une politique qui soit celle du prolétariat et non d'une coterie. C'est alors que disparaît le faux problème de l'apolitisme : on est contre telle ou telle politique qui est contraire aux intérêts ouvriers, justement parce qu'on a soi-même, cette politique des intérêts du prolétariat ;

2<sup>e</sup> Il faut donc combattre l'apolitisme, source de confusion au profit d'une authentique politique ouvrière.

Pourquoi ce mot « politique » pourrait-on demander ? Mais justement parce que l'action ouvrière, et plus précisément en 1953, pose un problème éminemment politique, social (et nous donnons ici au mot « politique » son sens plein) : le problème de la transformation des rapports de classes, le problème de la Révolution.

Sans doute, ce doit être justement un élément de sa politique, le prolétariat doit repousser les manœuvres des partis même prétendus ouvriers et qui défendent des intérêts d'Etat ou qui trahissent. Mais il doit accéder à un degré de conscience qui lui rende familière cette notion que la grève ne peut plus être uniquement limitée à des revendications professionnelles. D'abord, le succès d'un mouvement de grève nécessite une unité totale, une unité de programme qui dépasse les petites particularités de telle ou telle profession, et une unité dans l'action : grève générale pour lutter contre un régime bourgeois de plus en plus unifié, avec Comités de grève responsables, élus et contrôlés par les Assemblées de grévistes. Or cela pose déjà un problème de pouvoir : pouvoir ouvrier réel, direct, contre le pouvoir de la bourgeoisie tenu en échec.

Enfin, les explosions revendicatives d'aujourd'hui sont l'expression de l'état de crise profonde du régime qui ne peut se prolonger que grâce à l'exploitation accrue des travailleurs. Dans de telles conditions, les maigres satisfactions obtenues par les grèves sont remises aussitôt en question par le jeu de la monnaie des prix. Aujourd'hui donc, une demande d'augmentation des postiers n'est une revendication professionnelle qu'en apparence : elle pose la question du régime de la succession, elle est révolutionnaire, donc politique, même si des postiers s'en défendent ou se ferment les yeux. Il faut voir clair : il n'y a plus place pour la revendication en soi, toute revendication de détail s'inscrit dans le procès du régime. Les grèves vont, de plus en plus, s'orienter vers la Révolution.

Les yeux des travailleurs s'ouvrent chaque jour davantage sur ces réalités. Le travail d'éclaircissement de nos militants peut aider considérablement la montée de la conscience ouvrière, en particulier en dénonçant le prétendu apolitisme qui ne peut servir que les pires réactionnaires, ceux qui ont compris l'importance qu'il y a pour eux à dévitaliser le mouvement ouvrier sous prétexte d'indépendance.

G. FONTENIS.

## Ce que sont et ce que veulent les Communistes Libertaires

Le sommaire de cet ouvrage en démontre toute l'importance et la valeur :

**Au service de la propagande**  
Lisez, faites lire à tous vos camarades de travail  
**MANIFESTE**  
du  
**COMMUNISME LIBERTAIRE**  
Problèmes essentiels  
La brochure, 60 fr.; franco, 75 fr.  
C.C.P. René LUSTRE, Paris 8032-34



# LE CAPITALISME ET L'ÉTAT contre les travailleurs

Michel BAKOUNINE

(Extraits de la Révolution Sociale et la Dictature Militaire)

## La Terreur gouvernementale, arme bourgeoise et contre-révolutionnaire

La révolution jacobine, bourgeoise, exclusivement politique, de 1792 à 1794, devait nécessairement aboutir à l'hypocrisie légale et à la solution de toutes les difficultés et de toutes les questions par l'argument victorieux de la guillotine.

Quand, pour extirper la réaction, on se contente d'attaquer ses manifestations, sans toucher à sa racine et aux causes qui la produisent toujours de nouveau, on arrive forcément à la nécessité de tuer beaucoup de gens, d'exterminer, avec ou sans formes légales, beaucoup de réactionnaires. Il arrive fatalement, alors, qu'après en avoir tué beaucoup, les révolutionnaires se voient amenés à cette mélancolique conviction, qu'ils n'ont rien gagné, ni même fait faire un seul pas à leur cause : qu'au contraire ils l'ont desservie et qu'ils ont préparé de leurs propres mains le triomphe de la réaction. Et cela pour une double raison : la première, c'est que les causes de la réaction ayant été épargnées, elle se reproduit et se multiplie sous des formes nouvelles ; et la seconde, c'est que la terreur, le massacre, finissent par révolter toujours ce

qu'il y a d'humain dans les hommes et par faire tourner, bientôt, le sentiment populaire du côté des victimes.

La révolution de 1793, quoi qu'on en dise, n'était ni socialiste, ni matérialiste, ou, pour me servir de l'expression prétentieuse de M. Gambetta, elle n'était point du tout *positiviste*. Elle fut essentiellement bourgeoise, jacobine, métaphysique, politique et idéaliste. Généreuse et infiniment large dans ses aspirations, elle avait voulu une chose impossible : l'établissement d'une égalité idéale, au sein même de l'inégalité matérielle. En conservant, comme des bases sacrées, toutes les conditions de l'inégalité économique, elle avait cru pouvoir réunir et envelopper tous les hommes dans un immense sentiment d'égalité fraternelle, humaine, intellectuelle, morale, politique et sociale. Ce fut son rêve, sa religion, manifestés par l'enthousiasme et par les actes grandioses héroïques de ses meilleurs, de ses plus grands représentants. Mais la réalisation de ce rêve était impossible, parce qu'elle était contraire à toutes les lois naturelles et sociales.

## L'arme prolétarienne : expropriation du capitalisme

Faut-il répéter les arguments irrésistibles du socialisme, des arguments qu'aucun économiste bourgeois n'est jamais parvenu à détruire ? — Qu'est-ce que la propriété, qu'est-ce que le capital, sous leur forme actuelle ? C'est, pour le capitaliste et pour le propriétaire, le pouvoir et le droit, garanti et protégé par l'Etat, de vivre sans travailler, et, comme ni la propriété ni le capital ne produisent absolument rien, lorsqu'ils ne sont pas fécondés par le travail d'autrui, d'exploiter le tra-

vail de ceux qui, n'ayant ni propriété ni capitaux, sont forcés de vendre leur force productive aux heureux détenteurs de l'une ou des autres.

Remarquez que je laisse ici absolument de côté cette question : Par quelles voies et comment la propriété et le capital sont tombés entre les mains de leurs détenteurs actuels ? Question qui, lorsqu'elle est envisagée au point de vue de l'histoire, de la logique et de la justice, ne peut être résolue autrement que con-

tre les détenteurs. Je me borne à constater, simplement, que les propriétaires et les capitalistes, en tant qu'ils vivent, non de leur propre travail productif, mais de la rente de leurs terres, du loyer de leurs bâtiments, et des intérêts de leurs capitaux, ou bien de la spéculation sur leurs terres, sur leurs bâtiments et sur leurs capitaux, ou bien de l'exploitation soit commerciale, soit industrielle, du travail manuel du prolétariat, — spéculation et exploitation qui constituent sans doute aussi une sorte de travail, mais un travail parfaitement improductif (à ce compte les voleurs et les rois travaillent aussi), — que tous ces gens-là, dis-je, vivent au détriment du prolétariat.

Je sais fort bien que cette manière de vivre est infiniment honorée dans tous les pays civilisés, qu'elle est expressément, tendrement protégée par tous les Etats, et que les Etats, les religions, toutes les lois juridiques, criminelles et civiles, tous les gouvernements politiques, monarchiques et républicains, avec leurs immenses administrations policières et judiciaires et avec leurs armées permanentes, n'ont proprement pas d'autre mission que de la consacrer et de la protéger. En présence d'autorités si puissantes et si respectables, je ne me permets donc pas même de demander si cette manière de vivre, au point de vue de la justice humaine, est légitime ? Je me demande simplement : à ces conditions-là, la fraternité et l'égalité, entre les exploitants et les exploités, et la justice ainsi que la liberté pour les exploités, sont-elles possibles ?

Supposons même, comme le prétendent Messieurs les économistes bourgeois, et avec eux tous les avocats, tous les adorateurs et croyants du droit juridique, tous ces prêtres du code criminel et civil, supposons que ce rapport économique des exploités aux exploités soit parfaitement légitime, qu'il soit la conséquence fatale, le produit d'une loi sociale éternelle et indestructible : toujours reste-t-il vrai que l'exploitation exclut la fraternité et l'égalité.

## Pourquoi la propriété capitaliste doit « disparaître »

Elle exclut l'égalité économique ; cela s'entend de soi-même. Supposons que je sois votre travailleur et vous mon patron. Si je vous offre mon travail au plus bas prix possible, si je consens à vous faire vivre du produit de mon travail, ce n'est certes pas par dévouement, ni par amour fraternel pour vous, — aucun économiste bourgeois n'osera l'affirmer, quelques idylliques et naïfs que soient les raisonnements de ces messieurs lorsqu'ils se mettent à parler des rapports et des sentiments réciproques qui devraient exister entre les patrons et les ouvriers, — non, je le fais parce que, si je ne le faisais pas, moi et ma famille nous mourrions de faim. Je suis donc forcé de vous vendre mon travail au plus bas prix possible, j'y suis forcé par la faim.

Mais — disent les économistes — les propriétaires, les capitalistes, les patrons, sont également forcés de chercher et d'acheter le travail du prolétaire. — C'est vrai, ils y sont forcés, mais pas également. Ah ! s'il y avait éga-

lité entre le demandeur et l'offrant, entre la nécessité d'acheter le travail et celle de le vendre, l'esclavage et la misère du prolétaire n'existeraient pas. Mais c'est qu'alors il n'y aurait plus ni capitalistes, ni propriétaires, ni prolétaires, ni riches, ni pauvres, il n'y aurait rien que des travailleurs. Les exploités ne sont et ne peuvent être tels, précisément, que parce que cette égalité n'existe pas.

Elle n'existe pas, parce que dans la société moderne, où la production des richesses se fait par l'intervention du capital salariant le travail, l'accroissement de la population est beaucoup plus rapide que celui de cette production, d'où il résulte que l'offre du travail doit nécessairement en surpasser toujours davantage la demande, ce qui doit avoir pour conséquence infaillible la diminution relative des salaires. La production ainsi constituée, monopolisée, exploitée par le capital bourgeois, se trouve poussée, d'un côté, par la concurrence que se font les capitalistes entre eux, à se concentrer chaque jour davantage entre les mains d'un nombre toujours plus petit de capitalistes très puissants, — les petits et les moyens capitaux succombant naturellement dans cette lutte meurtrière, puisqu'ils ne peuvent produire aux mêmes frais que les grands, — ou même entre les mains de sociétés anonymes, plus puissantes par la réunion de leurs capitaux que les plus grands capitalistes isolés ; d'un autre, elle est forcée, par cette même concurrence, à vendre ses produits au plus bas prix possible. Elle ne peut atteindre ce double résultat qu'en rejetant un nombre de plus en plus considérable de petits et de moyens capitalistes, spéculateurs, commerçants et industriels, du monde des exploités dans celui du prolétariat exploité ; et en faisant,

en même temps, des économistes progressifs sur les salaires de ce même prolétariat.

D'un autre côté, la masse du prolétariat augmentant toujours, et par l'accroissement naturel de la population, que la misère elle-même, comme on sait n'arrête guère, et par le renvoi dans son sein d'un nombre toujours croissant de bourgeois, ci-devant propriétaires, capitalistes, commerçants et industriels, — et augmentant, comme je viens de le dire, dans une proportion plus forte que les besoins de la production exploitée en commande par le capital bourgeois, — il en résulte une concurrence désastreuse entre les travailleurs eux-mêmes ; car n'ayant d'autre moyen d'existence que leur travail manuel, ils sont poussés, par la crainte de se voir remplacés par d'autres, à vendre leur travail au plus bas prix possible. Cette tendance des travailleurs, ou plutôt cette nécessité à laquelle ils se voient condamnés par leur misère, combinée avec la tendance plus ou moins forcée des patrons à vendre les produits de leurs travailleurs, et par conséquent aussi à acheter leur travail, au plus bas prix possible, reproduit constamment et consolide la misère du prolétaire. Etant misérable, l'ouvrier doit vendre son travail presque pour rien, il devient de plus en plus misérable.

Où, plus misérable, vraiment ! Car dans ce travail de forçat, les forces productives de l'ouvrier, abusivement appliquées, sont employées à produire, excessivement dépensées et fort mal nourries, s'usent vite ; et une fois qu'elles se sont usées, que vaut sur le marché son travail, que vaut cette unique *marchandise* qu'il possède et dont la vente journalière le fait vivre ? Rien ; et alors ? Alors il ne lui reste plus rien qu'à mourir.

**LeLibertaire**  
pendant les vacances ne paraît que tous les quinze jours  
Prochain numéro sur 4 pages le 24 Septembre

**REDACTION-ADMINISTRATION**  
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy  
PARIS (10<sup>e</sup>)  
FRANCE-COLONIES  
1 AN : 1.000 Fr. - 6 MOIS : 500 Frs  
AUTRES PAYS  
1 AN : 1.250 Fr. - 6 MOIS : 625 Fr.  
Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant  
19, rue du Croissant, Paris-2<sup>e</sup>  
F. RICHON, imprimeur.

1<sup>er</sup> LOT : 700 francs

J. Maitron. — Paul Delesalle.  
J. Graves. — Réformes, Révolution.

2<sup>e</sup> LOT : 850 francs

D.-O. Evans. — Le Socialisme romantique.  
N. Makho. — La Révolution russe en Ukraine.  
M. Collinet. — La Tragédie du Marxisme.

3<sup>e</sup> LOT : 950 francs

H. Beuve-Méry. — Réflexions politiques (1932-1952)  
Engels-Marx. — Correspondance (1887-1883).  
(1884-1895).

4<sup>e</sup> LOT : 550 francs

L. Trotzki. — Pages choisies et expliquées de Marx.  
J. Grave. — Réformes, Révolution.  
C. Berneri. — Le juif antisémite.

5<sup>e</sup> LOT : 2.500 francs

P. Mus. — Viet-Nam, sociologie d'une guerre.  
P. Devillers. — Histoire du Viet-Nam de 1940 à 1952.  
J.-J. Brieux. — La Chine du nationalisme au communisme.

6<sup>e</sup> LOT : 950 francs

T. Mende. — L'Inde.  
V. Serge. — Mémoires d'un révolutionnaire.

7<sup>e</sup> LOT : 1.000 francs

Henry Poulaille. — Pain de soldat.  
Le Pain quotidien.  
G. Glaser. — Secret et Violence.

8<sup>e</sup> LOT : 450 francs

F. Planché. — Kropotkine.  
C. Marker. — Regards sur le mouvement ouvrier.  
P.-J. Proudhon. — Du principe fédératif.

9<sup>e</sup> LOT : 1.000 francs

J. Cervione. — La Femme du docteur.  
G. Glaser. — Secret et violence.  
R. Robban. — Si l'Allemagne avait vaincu.

10<sup>e</sup> LOT : 500 francs

R. Vailland. — Bon pied, bon œil.  
A. Rimbaud. — Un cœur sous une soutane.  
M. Audoux. — L'Atelier de Marie-Claire.

11<sup>e</sup> LOT : 500 francs

C. Abdullah. — Maison d'enfants.  
J. Humbert. — En pleine vie.  
D. Laurence. — La Connaissance paranormale.

12<sup>e</sup> LOT : 1.500 francs

V. Crastie. — André Breton.  
A. Memmi. — La Statue de sel.  
C. Himes. — La Croisade de Lee Gordon.

13<sup>e</sup> LOT : 1.200 francs

B. Brecht. — Le Roman de quat'sous.  
F. Boyer. — Jeux interdits.  
F.-R. Delavalle. — Le Jeu solitaire.

14<sup>e</sup> LOT : 850 francs

Entretien psychiatriques 1952.  
La Méthode des fables en psychanalyse infantile.  
La Connaissance paranormale.

15<sup>e</sup> LOT : 850 francs

Voline. — La Révolution inconnue (1917-1921).  
Mohammed Oib. — Algérie, la grande maison.  
R. Neumann. — Collin-Mallard.

Commandes à René Lustre, 145, quai de Valmy - Paris-X<sup>e</sup>  
C.C.P. Paris 8032-34

## Amis Lecteurs...

Pour vos vacances... du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre, nous vous offrons une série de livres cédés au prix coûtant. En même temps que vous agrémenterez vos loisirs, vous aiderez votre journal.



# SOLIDARITÉ des travailleurs Nord-Africains

Nous insérons ci-dessous la déclaration du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques concernant la solidarité effective du prolétariat nord-africain à l'action des ouvriers français pendant les grèves d'août. Nous pensons qu'il était de notre devoir de le communiquer à tous et qu'elle ne fera que resserrer davantage l'amitié, la fraternité qui nous unit à nos camarades nord-africains, surexploités par le patronat français et colonialiste. Ceci nous engage à combattre les inégalités de salaires dont sont victimes nos camarades algériens. Ils ont montré en maintes occasions leur solidarité avec le prolétariat français. Sachons être dignes en exigeant dans nos luttes le salaire égal pour tous. — N.D.L.R.

## Déclaration de la Délégation permanente du M.T.L.D. à Paris à propos des grèves qui se déroulent actuellement en France

La classe ouvrière française est engagée dans une action, d'une ampleur sans précédent depuis 1944, pour l'amélioration de son sort. Le magnifique mouvement de grèves, qui s'amplifie chaque jour et atteint maintenant le secteur privé après avoir mobilisé la Fonction publique et le secteur nationalisé, est l'expression d'un mécontentement légitime et d'une volonté de la classe ouvrière française d'arracher notamment une augmentation des salaires, l'abrogation des décrets-lois, la convocation du Parlement et la réunion de la Commission des conventions collectives.

Le gouvernement français, qui veut maintenir et accentuer une politique réactionnaire d'exploitation de la classe ouvrière au service d'un capitalisme impérialiste, est un gouvernement qui dirige également la répression colonialiste en Afrique du Nord pour briser le mouvement national. Ceux qui veulent le maintien de bas salaires en France et qui veulent remettre en question les conquêtes sociales de la classe ouvrière française sont les mêmes qui maintiennent Messali Hadj en déportation, poursuivent nos dirigeants et jetent nos militants dans les prisons ; ce sont les mêmes qui sont responsables du crime du 14 juillet et de la mort de sept manifestants, dont six militants du M.T.L.D.

Le M.T.L.D. salue la classe ouvrière française qui renforce chaque jour son magnifique mouvement et lui exprime son entière solidarité pour toutes ses légitimes revendications.

Le M.T.L.D. exprime sa satisfaction de la part active prise par les travailleurs algériens, particulièrement ceux des secteurs privé et nationalisé, dans les actions menées avec les travailleurs français.

Le M.T.L.D. se félicite de l'attitude des chômeurs algériens que le patronat considérait comme une masse de réserve destinée à jouer le rôle de « briseurs de grève » et qui, en refusant de répondre aux offres d'embauche du gouvernement, donnent une leçon de solidarité prolétarienne.

Le M.T.L.D. demande à tous les Algériens émigrés en France, et qui subissant un régime de surexploitation odieusement raciste lient leurs intérêts à ceux des ouvriers français, de continuer à s'associer à toutes les actions engagées pour des revendications professionnelles dans l'unité la plus complète avec les ouvriers français.

Les travailleurs algériens mobiliseront toutes leurs énergies afin d'œuvrer pour le renforcement du mouvement magnétique engagé depuis le 4 août et qui fera reculer le gouvernement en

imposant la satisfaction des légitimes revendications des ouvriers français et algériens.

Plus que jamais, les Algériens doivent concrétiser par leurs actions le mot d'ordre essentiel du M.T.L.D. qui, s'adressant aux ouvriers français, leur dit : « Notre lutte est la même ! »

La délégation permanente à Paris du Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques en Algérie. (M.T.L.D.)

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers : La terre aux paysans

## A BAS LA HIERARCHIE ECONOMIQUE !

L'égalité des salaires doit être inscrite  
au fronton des revendications

Les récentes grèves nous auront apporté, à nous communistes libertaires, une satisfaction morale qui se traduit par cet abandon progressif de la hiérarchisation.

Il nous appartient de citer particulièrement l'action des postiers qui, dans leurs revendications, ont appuyé sur L'UNIFORMITE de l'augmentation des salaires et de la prime pour chacun.

Même, les autres syndicats ont suivi et ces augmentations de 5, 10, 15 % n'ont pas eu cours. Uniformité, c'est déjà une victoire, c'est déjà un frein, un coup de barre à l'éventail des salaires qui se développaient démesurément, arbitrairement.

Aucune centrale ne peut se glorifier d'en être la promotrice, et ce serait même démagogique si l'une d'elles en avait l'intention. A force de propagande, de ténacité, de participations aux luttes ouvrières,

les idées communistes-libertaires pénètrent et la réceptivité ouvrière les dégage à l'insu et bien malgré les bonzes attachés à la hiérarchie de par leur fonction éternelle et la mauvaise habitude de se considérer en haut et de loger le bas avec un peu trop de mépris.

Les ouvriers comprennent donc que la hiérarchie des salaires fait partie de cet arsenal contraire à leur véritable unité. Les dernières revendications n'auraient pas restreint l'éventail des salaires, mais elles l'auraient stoppé. La lutte qui, atténuée dans sa forme, n'en continue pas moins. Un temps de répit, cependant qui ne doit pas nous laisser inactifs. Elle rebondira bientôt et plus virulente. Les travailleurs devront accentuer leur action vers cet élargissement de la hiérarchie.

Si nous préconisons l'égalité économique, ce n'est pas seule-

ment parce qu'elle est incluse dans les principes du communisme libertaire, mais qu'elle se situe aussi dans les buts du syndicalisme et que la formule : *Suppression du patronat et du salariat* incluse dans la Charte d'Amiens en est la démonstration la plus exacte.

Que la C.G.C. se soit élevée contre cette prétention, ne nous gène point. La C.G.C. n'est pas composée spécifiquement de techniciens, de vrais techniciens dont la connaissance professionnelle est certaine. Ceux-ci sont submergés par les rampants, les pleurs d'échine et ce sont ces derniers qui font la loi à la C.G.C. Il n'y a pas plus ignare qu'un cheffailon et que peut-on demander à un abruti de cet espèce ? Lui parler de devoir social, de collectivité, de responsabilité, c'est impossible. L'ouvrier le plus bas de l'échelle sociale est capable de lui rendre 100 pour 1 dans l'exécution du travail et le « cadre » est perdant d'avance.

Poussons donc toujours plus loin notre action. Nous devons toujours lutter pour la véritable égalité économique. Celle-ci est impossible en régime capitaliste car elle met en cause la structure même du régime, celui-ci ne pouvant subsister que par la division et le célèbre axiome « Diviser pour régner », trouve ici toute sa véritable valeur, nous devons persévérer vers ce but : l'égalité économique. Ce n'est pas parce que nous trouvons en cette période un incapable sur cent, et cela pour répondre d'avance à un argument trop souvent usité que nous devons faire le jeu du capitalisme. Notre but est celui de la classe productrice : la destruction du régime d'exploitation. Nous ne cherchons nullement à vivre dans le cadre du régime comme tous les faux socialistes, les faux communistes. Egalité économique, oui, car tous les ouvriers sont frères, tous sans exception, même les diminués physiquement, professionnellement, ont droit de participer à la table de la vie. Car

nous accusons le régime actuel de créer présentement ces débilés, ces déséquilibrés, ils sont nôtres, victimes plus malheureuses de la crapule bourgeoise.

A bas la hiérarchie économique ! Egalité des salaires doit être inscrite au fronton des revendications.

René GERARD.

### ALGÉRIE

#### Action des chômeurs de Blida

600 chômeurs de Blida se sont réunis le 8 août 1953 pour examiner le problème du travail en Algérie. Après de larges discussions et après avoir entendu les orateurs, les chômeurs ont adopté une résolution réclamant notamment :

- le droit au travail pour tous les Algériens sans distinction aucune ;
- l'interdiction de plusieurs revenus professionnels dans le ménage ;
- le retour à la semaine de 40 heures dans le secteur public et l'industrie ;
- l'égalité dans l'emploi, la suppression des mutations de fonctionnaires dans le sens France-Algérie ;
- l'arrêt de l'immigration européenne.

Le 11 août, une délégation de 12 éléments du Comité, accompagnée d'un élu municipal MTLD, s'est rendue à la mairie.

L'ouverture de grands chantiers de constructions (écoles, habitations, conduites d'eau) leur a été promise pour la fin du mois de septembre par les responsables désignés par le maire. Elle s'est rendue ensuite à la sous-préfecture où elle a déposé un cahier de revendications.

Au cours du meeting, les orateurs se sont élevés énergiquement contre l'attitude de l'Administration qui répond par la répression aux revendications des « Sans-Travail » algériens et ont stigmatisé l'attitude de ceux qui tentent de se servir des provocations d'Ain-Témouchent pour miner le moral des chômeurs.

### LE COIN DE NOS CORRESPONDANTS

## Racisme outrancier

Dunkerque le 1-9-1953.

Chers Amis du « LIB ».

Etant donné vos désirs de recevoir les faits divers pour soutenir le « LIB », journal de tous les travailleurs de bonne volonté ; je crois vous avoir déjà dit que j'étais un grand sympathisant depuis de longues années. Croyez-moi : je suis toujours le premier volontaire pour vous signaler les faits anormaux me concernant, ainsi que tous ceux qui m'entourent. Récemment, je vous ai signalé une injustice me concernant personnellement pour le paiement de mes contributions. Aujourd'hui, j'ai un fait divers un peu plus intéressant que vous allez constater par vous-mêmes, et qui mérite, d'après moi, d'être porté à la connaissance des lecteurs. Ceci nous montrera, une fois plus, que le racisme est une maladie contagieuse chez nos gouvernants.

Un navigateur algérien, naviguant depuis dix-huit années dans la marine marchande française sans compter les cinq années enrôlé dans les armées pendant les hostilités, vient d'être victime d'une injustice raciste extraordinaire. Je vous envoie la copie de son certificat délivré par un chef mécanicien d'un navire, sans ajouter aucun commentaire.

« S.S. Liévin », de la Société industrielle, commerciale et maritime, siège social, n° 2, rue Esprit-des-Lois, à Bordeaux (Gironde).

Je soussigné Pasquin M., chef mécanicien à bord du « S.S. Liévin », certifie avoir employé, en qualité de chauffeur (chauffe au charbon), le nommé Chabanne Bonazza, matricule 594.I.D., du 30 décembre au 7 janvier.

Chabanne Bonazza m'a donné entière satisfaction par son travail et sa conduite.

Il a dû être débarqué à Rouen, pour raison indépendante de ma volonté. (Application des Accords de Sattie concernant le logement des chauffeurs blancs et coloniaux à bord des navires).

En foi de quoi je lui délivre ce présent certificat.

Signé : PASQUIN.

Je vous rappelle que je n'ai ajouté aucun commentaire et l'homme en question est un être menant la même vie que n'importe quel européen.

Surtout ne croyez pas que le « LIB » restera oublié dans notre mémoire. Je me propose de venir vous rendre une visite prochainement à Paris, pendant mes congés annuels, mais avant toutes choses, je voudrais faire comprendre à tous mes camarades, que le Libertaire est le soutien de tous les travailleurs, chose d'ailleurs très facile puisqu'ils sont devenus des vrais libertaires et me réclament toujours les derniers numéros.

E. F.

## Une saloperie patronale

Camarades,

En quelques lignes, je vais essayer de vous donner tous renseignements utiles sur les faits survenus à l'usine.

A la suite de la grève du 13 août (jeudi), M. A. de la Celle, directeur des Acieries et Laminiers de la Ricamarie a cru bon de fermer son entreprise, sous prétexte de modernisation de celle-ci, mais, en fait, c'est une sanction déguisée. Non content de cela le bruit court à la Ricamarie, que les travailleurs en grève avaient fait du sabotage. Ce n'est qu'une vaste fumisterie, car M. de la Celle sait bien que c'est faux, car dès la première entrevue en date du vendredi 14 août avec les délégués, M. de la Celle ne put rien reprocher aux travailleurs.

Cette manœuvre jette le discrédit envers nos camarades métallurgistes de cette entreprise, qui ont lutté aux côtés de tous les métallos de la Loire pour leurs revendications et contre les décrets-lois.

En renvoyant tout le personnel des

laminiers, M. de la Celle viole le droit de grève reconnu dans la constitution.

D'autre part, pour montrer le patron qui est M. de la Celle, je tiens à préciser que celui-ci a eu l'audace d'embaucher une dizaine de travailleurs, au même moment qu'il en licenciait un nombre exact de 63.

Devant cette situation qui est peu tolérable, les délégués du personnel et le syndicat C.G.T., seul existant, est intervenu auprès de l'Inspection du travail et exige une réunion avec la direction, afin d'étudier la répartition du travail existant, du fait que les travailleurs occupés au montage et à la transformation, font 54 heures par semaine.

Nul doute, que l'action unie des travailleurs de cette usine fera échouer aux sanctions qui ont été prises et obligera M. de la Celle à de meilleurs sentiments et le patron à respecter son personnel qui, lui, saura défendre ses droits.

CHRIST.

# S'informer pour mieux combattre

### Travailleurs à domicile et prestations Sécurité Sociale

Un arrêté du 14 août 1953 paru au « J. O. » du 28 août fixe les conditions que doivent remplir les travailleurs à domicile pour toucher les prestations de Sécurité sociale.

Pour ouvrir droit aux prestations des assurances maladie, maternité, décès, les travailleurs à domicile doivent avoir cotisé au cours du trimestre civil précédant la première constatation médicale de la maladie, de la maternité ou de l'accident sur un salaire au moins égal à soixante fois le salaire horaire minimum des travailleurs à domicile fixé par arrêté préfectoral (dans les conditions prévues à l'article 33 e du livre I<sup>er</sup> du Code du travail) ou sur la base d'un salaire égal à soixante fois le salaire national minimum interprofessionnel garanti lorsque ce dernier est supérieur au salaire de base fixé par arrêté préfectoral.

Pour invoquer le bénéfice de l'assurance longue maladie ou de l'assurance invalidité, le travailleur à domicile doit avoir cotisé au cours des quatre trimestres civils précédant la première constatation médicale de la maladie, de la maternité ou de l'accident, sur un salaire au moins égal à deux cent quarante fois le salaire horaire minimum des travailleurs à domicile fixé par arrêté préfectoral ou sur la base de deux cent quarante fois le salaire national minimum interprofessionnel garanti lorsque ce dernier est supérieur au salaire fixé par le préfet.

De plus, ils doivent avoir cotisé au cours du dernier trimestre considéré sur un salaire égal à soixante fois le salaire horaire minimum ou à soixante fois le salaire national minimum interprofessionnel garanti.

### Un salarié malade durant son congé n'a pas droit à une prolongation

Qu'advient-il si un salarié tombe malade pendant ses vacances ? Cette question comporte deux solutions différentes, l'une proposée par le ministre du Travail, l'autre résultant de la position de la Cour de cassation en la matière.

#### Position du ministre

Dans une réponse à une question écrite (« J. O. des Débats parlementaires » du 13 août 1947), le ministre du Travail a déclaré que « la maladie survenant pendant le congé ne met pas fin à celui-ci, mais l'interrompt, et le congé

repréend le lendemain du dernier jour de maladie. Le salarié reçoit pour les jours de congé l'indemnité de congés payés et, pour les jours de maladie, les prestations de Sécurité sociale ».

Selon cette interprétation, les jours de maladie pendant lesquels le salarié est considéré comme étant dans l'incapacité de travailler auraient pour effet de « neutraliser » un nombre équivalent de jours de congé.

Il y aurait dans ce cas « suspension » des congés payés pendant la maladie. Cette solution ne repose sur aucun texte législatif et, de plus, elle est contraire à la jurisprudence constante de la Cour de cassation.

La Cour suprême, en effet, par deux arrêts du 19 janvier 1939 et du 12 juillet 1942 a posé le principe que le salarié ne pouvait exiger le prolongement de son congé à l'expiration de sa maladie et a admis qu'il pouvait y avoir cumul pendant les jours de maladie, des indemnités journalières d'assurances sociales et de l'indemnité de congé payé.

La solution proposée par le ministre du Travail, non sanctionnée par les tribunaux, ne peut avoir que la valeur d'une simple recommandation.

#### En pratique

Le ministre du Travail l'a implicitement admis puisque, dans une autre réponse à une question écrite (« J. O. des Débats parlementaires » du 23 janvier 1952) il a déclaré que seule une modification apportée aux textes législatifs pourrait permettre d'instaurer un régime plus favorable aux salariés.

Actuellement donc, un employeur est parfaitement fondé à refuser toute prolongation de la durée du congé payé d'un des membres de son personnel qui justifierait avoir « perdu » une partie de son congé pour raison de maladie.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que l'employeur est pratiquement dépourvu de tout moyen de contrôle pour vérifier les déclarations de son employé si ce dernier se trouve en villégiature loin de son domicile habituel.

Bien entendu, en l'état actuel de la jurisprudence, si le salarié tombe malade ou est encore malade le jour où il devrait reprendre son travail, il passe automatiquement à cette date de la situation de « congé payé » à celle de « maladie » vis-à-vis de son employeur.

SOUSCRIVEZ pour  
Le Libertaire

### AUX QUATRE COINS DU MONDE

## Luttes ouvrières

### 25.000 ouvriers de FIRESTONE obtiennent une augmentation de salaire

New-York. — Les 25.000 ouvriers des usines de pneumatiques « Firestone », Cleveland (Ohio), en grève depuis huit jours, ont décidé de reprendre le travail après avoir obtenu une augmentation horaire de douze cents (42 fr.).

### La grève des électriciens londoniens rebondit

Londres. — Les ouvriers électriciens anglais ont recommencé la « grève de harcèlement » à la suite de l'échec des négociations sur leur demande d'augmentation de salaires.

Le nombre des ouvriers ayant cessé le travail s'élevait à près d'un millier. Parmi ceux-ci se trouvent 400 ouvriers préparant les stands du Salon de la Radio et 70 employés de l'aéroport de Londres.

### Les usines FIAT en grève

Rome. — Une grève générale de 24 heures a eu lieu vendredi dernier à Terni pour protester contre les licen-

ciements de deux mille ouvriers, en cours dans les aciéries de cette ville.

D'autre part, une grève tournante de quatre heures des 60.000 travailleurs des usines Fiat a été décidée par les organisations syndicales de toutes nuances, les dirigeants de la firme ayant rejeté les revendications ouvrières touchant le relèvement des salaires.

### Nouvelles grèves en Italie

Rome. — Une grève de 24 heures, à l'échelle nationale, a été décrétée pour vendredi 11, dans le secteur des industries chimiques et pour mardi 15, dans celui des industries textiles, par les organisations syndicales de toutes nuances politiques, à la suite du refus opposé par les organisations patronales de renouveler les contrats collectifs du travail.

Pour accentuer  
notre lutte ouvrière  
SOUSCRIVEZ !  
C.C.P. LUSTRE Paris 8032-34

## L'administration Française d'Algérie se moque des chômeurs

La Préfecture d'Alger n'a recensé pour tout l'Algérois que 15.000 alors que ce chiffre doit être multiplié au bas mot par 30.

Pour ces 15.000 recensés, M. TREMEAUD alloue 25 millions de francs de subventions, soit 1.600 fr. par chômeur, par mois.

A l'insuffisance scandaleuse de cette somme, s'ajoute un scandale non moins grand, celui de la répartition par commune. C'est ainsi que le centre de Chellala se voit attribuer 600.000 francs pour 2.658 « sans tra-

vail » recensés, soit MOINS DE 250 FRANCS PAR CHOMEUR.

Qu'importe à M. TREMEAUD et à ses sous-ordres que des Algériens soient sans travail, que leurs familles crouillent dans la misère, l'ignorance et la maladie ?

Le compte bancaire ou postal de M. le Préfet est mensuellement crédité d'une rémunération supérieure de près de 50 % à celle qu'il percevait dans le Loir-et-Cher.

Il faut donc bien qu'il serve les intérêts des colonialistes.